

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ATEME

Société anonyme
Capital Social : 1 622 594,96 euros
Siège social : 6, rue Dewoitine – Immeuble Green Plaza, 78140 Vélizy
382 231 991 RCS Versailles
(la « Société »)

**AVIS DE CONVOCATION CONTENANT UN AVIS RECTIFICATIF A L'AVIS DE REUNION PUBLIE AU
BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES N°46 DU 17 AVRIL 2026****Avertissement préalable – Modifications apportées par rapport à l'avis de réunion publié au BALO n°46 du 17 avril 2026**

Faisant usage de la subdélégation consentie par le Conseil d'administration au Président-Directeur Général à l'effet de procéder à des ajustements rédactionnels postérieurement à la publication de l'avis de réunion, et faisant suite tant aux échanges intervenus avec les agences de conseil en vote (Proxy advisors) et les actionnaires institutionnels qu'aux instructions transmises par la Société Générale Securities Services (SGSS) en sa qualité de teneur de comptes, le présent avis annule et remplace l'avis de réunion publié au BALO n°46 du 17 avril 2026.

Les modifications apportées sont les suivantes :

1. Modifications substantielles

- (a) Dix-septième résolution (Bons de souscription d'actions « BSA ») — le périmètre des catégories de personnes bénéficiaires est précisé pour exclure expressément les mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées.
- (b) Vingtième résolution (Options de souscription ou d'achat d'actions) — le périmètre des bénéficiaires est limité aux seuls salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, à l'exclusion des mandataires sociaux.
- (c) Vingt-et-unième résolution (AGAP 2026) — le texte a été rectifié par un durcissement des conditions de performance, sans modification de l'enveloppe globale (8 % du capital) ni des autres caractéristiques du plan. Les seuils de déclenchement ont ainsi été relevés : (i) de onze millions d'euros (11.000.000 €) à douze millions d'euros (12.000.000 €) s'agissant de l'EBITDA 2026 ; (ii) de seize millions d'euros (16.000.000 €) à dix-huit millions d'euros (18.000.000 €) s'agissant de l'EBITDA 2027 ; et (iii) de quatorze euros (14 €) à seize euros (16 €) s'agissant du cours de bourse 2028. Les seuils plafonds (15.000.000 € / 22.000.000 € / 23 €), le seuil de cours de bourse 2027 (10 € – 16 €), les modalités de calcul par interpolation linéaire, le mécanisme de rattrapage 2027 et la clause de neutralisation en cas d'offre publique au plus tard le 31 juillet 2028 à un prix par action égal ou supérieur à vingt-trois euros (23 €) demeurent inchangés.

2. Ajustements rédactionnels et corrections matérielles

- (d) Troisième résolution (Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025) — correction d'une erreur matérielle portant sur le solde du report à nouveau après affectation, lequel s'élève à 7 847 576,91 € et non à 7 847 576,80 € comme initialement publié.
- (e) Dix-neuvième résolution (Attributions gratuites d'actions) — correction d'une erreur matérielle relative aux caractéristiques du plafond d'attribution.
- (f) Vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions — reformulations rédactionnelles, la vingt-troisième ayant pour objet la mise en conformité avec le Décret n° 2026-94 du 13 février 2026.
- (g) Modalités de participation — adaptation des modalités de participation à l'Assemblée Générale, et notamment fixation de la date d'enregistrement comptable au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le 15 mai 2026 à zéro heure (heure de Paris), conformément aux articles R. 225-71, R. 225-86 et R. 22-10-28 du Code de commerce dans leur rédaction issue du Décret n° 2026-94 du 13 février 2026.

Hormis ces ajustements, le texte des résolutions soumises à l'Assemblée Générale demeure identique à celui publié au BALO n°46 du 17 avril 2026.

ATEME SA informe ses actionnaires que son Assemblée Générale Ordinaire et extraordinaire se tiendra le vendredi 22 mai 2026, à 10 heure au 6 rue Dewoitine – Immeuble Green Plaza, 78140, Vélizy-Villacoublay au siège social de la société.

Les actionnaires sont invités à consulter régulièrement la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale 2026 sur le site de la Société (www.ateme.com).

Les actionnaires de la Société ATEME SA sont informés qu'ils sont donc convoqués en Assemblée Générale Mixte le vendredi 22 mai 2026 à 10:00 à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivants :

ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DU 22 MAI 2026**ORDRE DU JOUR****Relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :**

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
2. Quitus aux administrateurs ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
4. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
5. Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
6. Approbation du rapport du Conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce ;
7. Approbation du rapport du Conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce ;
8. Nomination du Commissaire aux comptes (CAC) - Cabinet Grant Thornton en remplacement du cabinet Ernst & Young (EY) dont le mandat arrive à échéance ;
9. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé au Président Directeur Général ;
10. Approbation de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration ; approbation du rapport du Conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce ;
11. Approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général ; approbation du rapport du Conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce ;
12. Fixation de l'enveloppe annuelle des rémunérations des administrateurs ;
13. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer en bourse sur les actions de la Société.

Relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

14. Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions, titres ou valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
15. Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription ;
16. Fixation du montant global des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations susvisées ;
17. Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission de bons de souscription d'actions (« BSA ») avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes ;
18. Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise ;
19. Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions (« AGA ») existantes ou à émettre ;
20. Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions ;
21. Autorisation au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions de performance (AGAP) au profit du Top Management ;
22. Modification de l'article 21 des statuts (« Commissaires aux comptes ») — suppression de l'obligation systématique de nommer un commissaire aux comptes suppléant ;
23. Modification de l'article 22 des statuts — Participation aux assemblées générales (date d'enregistrement comptable) ;

Relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

24. Pouvoirs pour les formalités ;

TEXTE DE RESOLUTIONS

Première résolution (Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise présenté dans un rapport séparé du rapport de gestion et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et desquelles il résulte pour ledit exercice

un bénéfice net comptable de 2 174 K euros. En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, elle prend acte qu'aucune dépense ou charge visée au 4 de l'article 39 du Code général des impôts n'a été engagée au titre de l'exercice écoulé.

Deuxième résolution (Quitus aux administrateurs). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, donne aux administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Troisième résolution (Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une Assemblée Générale Ordinaire, approuve la proposition du Conseil d'administration et après avoir constaté que les comptes font apparaître un bénéfice net de 2 174 K euros, décide de l'affecter au poste « Report à nouveau », ce qui a pour effet de porter son montant à un solde créditeur de 7 848 K (soit 7 847 576,91 €) euros. Conformément à la loi, l'assemblée générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois précédents exercices.

Quatrième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration incluant le rapport de gestion du groupe, du rapport du Conseil d'administration sur la gouvernance d'entreprise présenté dans un rapport séparé du rapport de gestion et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve les comptes consolidés dudit exercice tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et desquelles il résulte un résultat net consolidé part du Groupe de +952 K€.

Cinquième résolution (Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve les termes de ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Sixième résolution (Approbation du rapport du Conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, approuve, pour autant que de besoin, les termes du rapport établi par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce relatif aux attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions.

Septième résolution (Approbation du rapport du Conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, approuve, pour autant que de besoin, les termes du rapport établi par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce relatif aux attributions gratuites d'actions.

Huitième résolution (Nomination du Commissaire aux comptes (CAC) - Cabinet Grant Thornton en remplacement du cabinet Ernst & Young (EY) dont le mandat arrive à échéance). – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de nommer le cabinet Grant Thornton en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, en remplacement du cabinet Ernst & Young (EY) dont le mandat arrive à échéance, pour une durée de six exercices, expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

Neuvième résolution (Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé au Président Directeur Général). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribués au titre de l'exercice écoulé, à Monsieur Michel Artières en raison de son mandat de Président Directeur Général, tels que présentés en Chapitre 13 du document d'enregistrement universel établi par le Conseil d'administration.

Dixième résolution (Approbation de la politique de rémunération des membres du conseil d'administration ; approbation du rapport du conseil d'administration établi conformément aux dispositions de L. 22-10-8 du Code de commerce). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, (i) approuve, en tant que de besoin, les éléments de la politique de rémunération des membres du conseil d'administration au titre de l'exercice en cours tels que présentés au chapitre 13 du document universel d'enregistrement établi par le Conseil d'administration et (ii) approuve les termes dudit rapport.

Onzième résolution (Approbation de la politique de rémunération du Président Directeur Général ; approbation du rapport du conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du code de commerce). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration établi conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8 du code de commerce, (i) approuve, en tant que de besoin, les éléments de la politique de rémunération du Président Directeur Général ou de toute autre rémunération due ou attribuable au titre de l'exercice en cours directement ou indirectement au Président Directeur Général tels que présentés au chapitre 13 du document d'enregistrement universel établi par le Conseil d'administration et (ii) approuve les termes dudit rapport.

Douzième résolution (Fixation de l'enveloppe annuelle des rémunérations des administrateurs). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, autorise l'allocation d'une somme de 120.000 euros à répartir entre les administrateurs à compter de ce jour, et ce jusqu'à la réunion du Conseil d'administration statuant sur les comptes annuels de l'exercice en cours.

Treizième résolution (Autorisation à donner au Conseil d'administration d'opérer en bourse sur les actions de la Société). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-129 et suivants, et notamment de l'article L.22-10-62, du Code de commerce,

Autorise le Conseil d'administration à acquérir des actions de la Société, en vue :

- (a) d'assurer la liquidité et d'animer le marché des titres de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- (b) l'attribution d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés françaises ou étrangères ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariats salarié ou de plans d'épargne d'entreprise ou groupe, du régime des options d'achat d'actions ou par voie d'attribution gratuite d'actions ou dans tout autre condition permise par les dispositions légales et réglementaires ;
- (c) de la remise des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- (d) de la conservation des actions en vue de leur remise ultérieure en paiement ou en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- (e) de leur utilisation dans le cadre de toute opération de couverture des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- (f) l'annulation des titres par voie de réduction de capital, à des fins notamment d'optimisation du résultat net par action ;
- (g) la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers et, plus généralement de réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur ;

Décide que le nombre d'actions à acquérir ne pourra excéder dix pourcent (10 %) du nombre total d'actions composant le capital social de la Société, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté, pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée et des acquisitions réalisées par la Société. Dans cette hypothèse, le nombre d'actions prises en compte pour la limite de 10% du capital social prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions rachetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'opération ;

Prend acte que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital social ;

Décide que le prix unitaire d'achat ne pourra excéder 20 euros par action (hors frais, hors commission) ;

Décide qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le prix d'achat fixé ci-avant sera ajusté par le Conseil d'administration afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;

Décide que les achats, cessions, échanges ou transferts de ces actions pourront être effectués, dans le respect des règles édictées par l'Autorité des Marchés Financiers, sur le marché ou hors marché, à tout moment et par tous moyens, en une ou plusieurs fois, mais en dehors de période d'offre publique, et notamment par voie de transfert de bloc de titres, par l'exercice de tout instrument financier ou utilisation de produits dérivés ;

Délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation et notamment conclure un contrat de liquidité avec un prestataire de services d'investissement, passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes, en particulier l'Autorité des Marchés Financiers et, d'une manière générale, faire le nécessaire pour la mise en œuvre de la présente délégation;

Fixe à dix-huit (18) mois la durée de la présente autorisation à compter de la date de la présente assemblée générale.

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

Quatorzième résolution (Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration a l'effet de procéder à l'émission d'actions, titres ou valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L. 225-129-2 dudit Code, aux dispositions des articles L. 22-10-49 et suivants dudit Code et aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants dudit Code :

Délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, en France, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euro, par l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires :

- D'actions ordinaires de la Société (à l'exclusion des actions de préférence), et/ou
- De valeurs mobilières qui sont (i) des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou d'une Filiale, et/ou (ii) des titres de créance susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale,

Étant précisé que la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

Décide de fixer comme suit les limites des montants des augmentations de capital autorisées en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :

- Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à deux cent mille euros (200 000 €) (ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission en tout autre monnaie ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies), étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond de valeur nominal global de 700.000 euros maximum prévu à la 16ème résolution ci-après ;
- À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'à toutes stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- Le montant nominal maximum des titres financiers représentatifs de créance donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émis, en vertu de la présente délégation est fixé à trois cent mille euros (300 000 €) (ou la contre-valeur de ce montant) ;

Fixe à douze (12) mois, à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation ;

Décide que la ou les émissions seront réservées aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors possédées par eux ;

Décide que le Conseil d'Administration aura la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible permettant de souscrire un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui que les actionnaires pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;

Décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, ou certaines d'entre elles seulement ;

Décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes, étant précisé que le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ;

Précise que les opérations visées dans la présente résolution ne pourront pas être effectuées en période d'offre publique sur les titres de la Société ;

Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :

- Décider la mise en place d'un délai de priorité ou une priorité de préemption au profit des actionnaires existants ;
- Décider l'augmentation de capital et déterminer les valeurs mobilières à émettre et, de manière plus générale, décider les émissions dans le cadre de la présente délégation ;
- Décider le montant de l'augmentation de capital, le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;
- Déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature, le nombre et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- Déterminer le mode de libération des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre immédiatement ou à terme ;
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital ;
- Fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ;

Prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- À sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, réserves ou primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres ou sur le capital (y compris en cas d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle), et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- Constaté la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- D'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

Quinzième résolution (Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes, conformément aux articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce ;

Délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société avec droit préférentiel de souscription sur les fondement de la 14ème résolution de la présente assemblée, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (mais pas plus tard que dans les 10 jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale), notamment en vue d'octroyer une option de surallocation conformément aux pratiques de marché ;

Précise que la présente résolution ne pourra pas être exercée en période d'offre publique sur les titres de la Société ;

Décide que le montant nominal des augmentations de capital décidées par la présente résolution s'imputera sur le montant du plafond global prévu à la 16ème résolution de la présente assemblée ;

Décide que la présente délégation sera valable pendant une durée de vingt-six (26) mois, à compter de la présente assemblée, étant précisé qu'elle prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Seizième résolution (Fixation du montant global des émissions susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations susvisées). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment aux articles L.225-129 et suivants :

Décide que :

- le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 14ème et 15ème résolutions de la présente assemblée ne pourra excéder sept cent mille euros (700 000 €), étant précisé que s'ajoutera à ce plafond, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'à toutes stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu des délégations visées ci-dessus ne pourra excéder quinze millions d'euros (15 000 000 €).

Dix-septième résolution (Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission de bons de souscription d'actions (« BSA ») avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de personnes). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L.225-138, L. 228-91 et suivants du Code de commerce,

Décide de déléguer sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission et à l'attribution, en une ou plusieurs fois, de bons de souscription conférant le droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital (« BSA »), chaque BSA donnant droit de souscrire à une action ordinaire de la Société,

Décide que le nombre total de BSA ne pourra donner droit à la souscription d'un nombre maximum d'actions supérieur à 200.000, étant précisé que le nombre total d'actions émises, achetées, souscrites et attribuées en vertu de la présente résolution, de la 19ème résolution relative à l'attribution d'AGA et de la 20ème résolution ci-après relative aux options de souscription ou d'achat d'actions ne pourra excéder 200.000 actions, sous réserve du nombre d'actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,

Décide que la présente délégation sera consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée,

Décide que les BSA pourront être exercés à compter de leur date d'émission et d'attribution et jusqu'à l'expiration d'un délai qui sera fixé par le conseil d'administration, ce délai ne pouvant excéder un délai de huit (8) ans à compter de la date d'attribution des BSA,

Décide que le prix d'émission d'un BSA sera déterminé par le Conseil d'administration et ne pourra être inférieur à 10% du prix de souscription de l'action en exercice d'un BSA,

Décide que le prix de souscription des actions émises en exercice des BSA sera au moins égal à la moyenne des cours de clôture des trois (3) dernières séances de bourse précédant la date d'attribution des BSA diminuée du prix de souscription du BSA et éventuellement diminuée d'une décote de 5%.

Décide que les actions nouvelles remises au titulaire lors de l'exercice de ses BSA seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions ordinaires existantes et porteront jouissance à compter de leur date d'émission et, s'agissant du droit aux dividendes de l'exercice en cours, à compter du premier jour dudit exercice,

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires et d'attribuer le droit de souscription aux BSA au profit des catégories de personnes suivantes, à l'exclusion des mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées :

- Toute personne liée à la Société ou l'une de ses filiales par un contrat de services ou de consultant, résidant en France ou à l'étranger ;

Prend acte qu'en application de l'article L. 228-98 du Code de commerce :

- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des BSA quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSA seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été actionnaires dès la date d'émission des BSA ;
- en cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA donnent droit ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale ;

Décide, en outre :

- qu'en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, et sauf dans l'hypothèse où l'intégralité de la réduction serait affectée en réserve, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA donnent droit sera réduit à due concurrence ;
- qu'en cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, et sauf dans l'hypothèse où l'intégralité de la réduction serait affectée en réserve, les titulaires des BSA, s'ils exercent leurs BSA, pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été actionnaires au moment du rachat par la Société de ses propres actions ;
- que, tant que les BSA n'auront pas été exercés, la Société ne pourra procéder aux opérations nécessitant la protection des droits des titulaires de BSA notamment en vertu des dispositions de l'article L. 228-99 du Code de commerce qu'à la condition d'informer les titulaires de BSA et de réserver leurs droits dans les conditions définies par le Conseil d'administration qui utilisera la présente délégation ;

Décide que conformément aux dispositions de l'article L. 228-98 du Code de commerce, à compter de l'émission des BSA et tant que les BSA n'auront pas été exercés, la Société sera expressément autorisée, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'autorisation des titulaires de BSA, à modifier sa forme ou son objet ;

Prend acte qu'en application des dispositions de l'article L. 228-98 du Code de commerce, la Société ne pourra ni modifier les règles de répartition de ses bénéfices, ni amortir son capital, ni créer des actions de préférence entraînant une telle modification ou un tel amortissement à moins d'y être autorisée par les titulaires de BSA dans les conditions de l'article L. 228-103 du Code de commerce, et ce, sous réserve de prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de BSA dans les conditions définies à l'article L. 228-99 du Code de commerce ou par le contrat d'émission ;

Décide, conformément aux dispositions de l'article L. 228-102 du Code de commerce, que la Société pourra imposer aux titulaires de BSA le rachat ou le remboursement de leurs droits ;

Décide, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, que l'ajustement sera précisé dans le contrat d'émission dont les termes seront arrêtés par le conseil d'administration, lequel fera application de la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce ;

Décide qu'en cas de fusion par voie d'absorption de la Société, chaque titulaire de BSA sera averti comme, et recevra les mêmes informations que, s'il était actionnaire afin de pouvoir, s'il le souhaite, exercer son droit à la souscription d'actions ;

Décide qu'en cas d'augmentation de capital comme en cas d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires ainsi qu'en cas de fusion ou de scission, le Conseil d'administration pourra suspendre l'exercice du droit de souscription pendant un délai qui ne pourrait excéder trois mois ;

Décide que les titulaires des BSA qui seront émis en vertu de la présente délégation seront groupés de plein droit, pour la défense de leurs intérêts communs, en une masse unique qui jouira de la personnalité civile ;

Décide que dans l'hypothèse où le nombre d'actions issu de l'exercice des BSA ne sera pas un nombre entier, le titulaire de BSA pourrait demander que lui soit délivré conformément aux dispositions des articles L. 225-149 et R. 228-94 du Code de commerce :

- Soit le nombre entier d'actions immédiatement inférieur, dans ce cas, il sera versé au titulaire de BSA en espèces une somme égale au produit de la fraction d'action formant rompu par la valeur de l'action laquelle sera celle du cours coté lors de la séance de bourse du jour qui précède celui du dépôt de la demande d'exercice des droits ;
- Soit le nombre entier d'actions immédiatement supérieur, à la condition de verser à la Société une somme égale à la valeur de la fraction d'action supplémentaire ainsi demandée, évaluée sur la base prévue au paragraphe précédent ;

Décide de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation dans les limites fixées ci-avant, et dans les limites fixées par les dispositions légales en vigueur et les statuts de la Société, et à l'effet de notamment :

Fixer la liste précise des bénéficiaires au sein de la catégorie précitée au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription a été supprimé ;

Émettre et attribuer les BSA, arrêter les conditions et modalités d'exercice des BSA, ces conditions et modalités pourront être différentes selon les bénéficiaires concernés ;

Augmenter le capital social d'un montant maximum de 70.000 euros, pour permettre aux titulaires des BSA d'exercer leur droit de souscription ;

Déterminer les conditions et modalités de la préservation des droits des titulaires de BSA en application des dispositions légales et/ou des dispositions du/des contrat(s) d'émission ;

De prendre en temps utile toute mesure qui s'avérerait nécessaire pour préserver les droits des titulaires des BSA ;

Suspendre temporairement, dans le respect des dispositions légales et pendant un délai maximum de 3 mois, l'exercice des BSA en cas d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;

Prendre toutes mesures d'information nécessaires et notamment établir et, le cas échéant, modifier un règlement de plan de BSA ;

Faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'émission des BSA et de ses suites et notamment à l'effet de constater le montant de l'augmentation de capital résultant de l'exercice des bons de souscription et de modifier corrélativement les statuts ;

Prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus prochaine assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation.

Dix-huitième résolution (Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise). – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes,

Statuant en application des dispositions des articles L.225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce, d'une part et des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail, d'autre part,

Délègue sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'augmentation du capital social, d'un montant nominal maximum de 66.427 euros, par émission d'actions ou de tout autre titre de capital réservés aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents duquel les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail

Permettraient de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes), mis en place par la Société ou au sein du groupe constitué par la Société et les sociétés incluses dans le même périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes en application des dispositions de l'article L. 3344-1 du Code du travail (ci-après les « Adhérents à un PEE ») ;

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver la souscription aux titres qui seraient émis en vertu de la présente délégation aux Adhérents à un PEE ;

Décide que le prix de souscription d'une action ou de tout autre titre de capital qui serait émis en vertu de la présente délégation sera déterminé par le Conseil d'administration conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail ;

Décide de fixer à vingt-six (26) mois, à compter de ce jour, la durée de la présente délégation ;

Délègue tous pouvoirs au conseil d'administration, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment fixer les modalités et conditions des émissions qui seraient réalisées en vertu de la présente délégation, constater la ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente délégation, modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire le nécessaire ;

Prend acte que le Conseil d'administration rendra compte à la plus prochaine assemblée générale ordinaire, conformément à la loi et à la réglementation, de l'utilisation de la présente délégation.

Décide que la présente autorisation prive d'effet, à compter de ce jour, l'autorisation consentie par l'assemblée générale de 2025.

Dix-neuvième résolution (Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions (« AGA ») existantes ou à émettre). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes,

Statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce,

Autorise le Conseil d'administration, à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit (i) des salariés de la Société et des sociétés liées à la Société telles que définies à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce et (ii) des mandataires sociaux de la Société (répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II du code de commerce), à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société (ci-après les « AGA »).

Décide que le nombre total des actions pouvant être attribuées en vertu de la présente autorisation ne pourra excéder 200.000 étant précisé que :

- i. Le nombre total d'AGA ne pourra donner droit à la souscription d'un nombre maximum d'actions supérieur à 200.000, étant entendu que les attributions d'AGA par bénéficiaire sera strictement plafonné à 10.000 AGA en vertu de la présente résolution, étant précisé que le nombre total d'actions émises, achetées, souscrites et attribuées en vertu (i) de la présente résolution, (ii) de la 17ème résolution visée ci-avant relative à l'attribution de BSA, et (iii) de la 20ème résolution ci-après relative aux options de souscription ou d'achat d'actions, ne pourra excéder 200.000, sous réserve du nombre d'actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- ii. le nombre total des actions attribuées gratuitement ne pourra excéder 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration, ce pourcentage pourra être porté à 30 % sous réserve que l'attribution d'actions gratuites bénéficie à l'ensemble des membres du personnel salarié de la Société ;
- iii. la limite de 10 % ci-dessus (ou 30 % selon le cas) devra être appréciée lors de la première attribution d'actions par rapport au capital social existant à cette date et, par la suite, à l'occasion de chaque attribution successive, compte tenu de l'évolution du capital et en faisant masse de l'ensemble des actions attribuées gratuitement,

Fixe la durée de la présente autorisation à trente-huit (38) mois à compter de la présente assemblée,

Décide que les actions qui seraient attribuées en application de la présente autorisation seront, au choix du Conseil d'administration soit des actions nouvelles provenant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves qui seraient prélevées sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission figurant au bilan de la Société et création d'actions nouvelles ordinaires de 0,14 euro de nominal chacune, soit des actions existantes de la Société provenant de rachats effectués par elle dans les conditions prévues par la loi,

Décide que l'attribution des actions à leurs Bénéficiaires sera définitive, sous réserve de remplir les conditions ou critères éventuellement fixés par le Conseil d'administration, au terme d'une durée minimale d'un an (la « période d'acquisition ») et que la durée minimale de l'obligation de conservation (la « période de conservation ») des actions par leurs Bénéficiaires est fixée à une durée minimale de un an, étant toutefois précisé que le Conseil d'administration est autorisé à supprimer ou réduire la période de conservation dans les conditions prévues par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce le jour de l'attribution, à la condition expresse que la durée cumulée de la période d'acquisition et de conservation soit au moins égale à deux ans ;

Décide, toutefois, que l'attribution des actions deviendra définitive avant le terme de la période d'acquisition, en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale ;

Prend acte que pendant la période de conservation, les actions attribuées seront personnelles, insaisissables et inaliénables (sauf en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale) ;

Prend acte que les Bénéficiaires auront cependant la qualité d'actionnaire et jouiront de tous les droits attachés aux actions attribuées à compter de l'expiration de la période d'acquisition ;

Décide que les durées de la période d'acquisition et de la période de conservation seront fixées par le Conseil d'administration dans les limites susvisées ;

Prend acte que la présente autorisation emporte renonciation des actionnaires, au profit des Bénéficiaires des actions qui seraient émises au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, à leur droit préférentiel de souscription et à la partie des réserves sur laquelle il sera, le cas échéant, procédé à une imputation en cas d'émission d'actions nouvelles ;

Décide de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation dans les limites fixées ci-avant, et dans les limites fixées par les dispositions légales en vigueur et les statuts de la Société, et à l'effet notamment de :

- fixer la ou les dates d'émission des actions nouvelles ;
- déterminer le nombre exact d'actions à émettre ;
- arrêter l'identité des Bénéficiaires des attributions d'actions gratuites, fixer le nombre d'actions attribuées à chacun d'entre eux ;
- fixer les conditions et le cas échéant des critères d'attribution des AGA, notamment soumettre l'attribution définitive des AGA à des conditions de performance et/ou à des conditions de présence

du Bénéficiaire dans la Société ou dans l'une de ses filiales ; prévoir pour les mandataires sociaux des clauses d'interdiction de revente de tout ou partie des titres ;

- fixer les durées de la période d'acquisition et de la période de conservation ;
- procéder, le cas échéant pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en vue de préserver les droits des Bénéficiaires à l'occasion d'éventuelles opérations sur le capital de la Société ;
- fixer le montant des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital ;
- décider la date de jouissance, même rétroactive, des actions nouvellement émises ;
- décider et constater la ou les augmentations de capital ainsi réalisées ;
- prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des Bénéficiaires pendant la durée décidée par le Conseil d'administration ;
- établir et le cas échéant modifier le plan d'attribution gratuite d'actions ;
- accomplir tous actes et formalités nécessaires à l'effet, en cas d'attribution gratuite d'actions nouvelles émises, de constater la réalisation des augmentations de capital en découlant et procéder aux modifications statutaires consécutives et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire ;

Prend acte que le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire annuelle des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation.

Vingtième résolution (Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions de l'article L. 225-177 du Code de commerce,

Autorise le Conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de certains au profit des salariés de la Société des sociétés liées à la Société telles que définies à l'article L.225 -180 Code de commerce (les « Bénéficiaires »), des options donnant droit à la souscription d'action nouvelles à émettre par la Société à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions existantes de la Société provenant des rachats effectués dans les conditions prévues par la loi (les « Options » ou les « options »),

Décide de fixer comme suit les termes de l'autorisation ainsi consentie au Conseil d'administration :

1. Le nombre total d'Options ne pourra donner droit à la souscription ou à l'achat d'un nombre maximum d'actions supérieur à 200.000, étant précisé que le nombre total d'actions émises, achetées, souscrites et attribuées en vertu de la présente résolution, de la 17ème résolution relative aux BSA et de la 19ème résolution relative aux AGA ne pourra excéder également 200.000 actions, sous réserve du nombre d'actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.
2. Le prix de souscription ou d'achat des actions issues des Options qui sera déterminé par le Conseil d'administration le jour de l'attribution desdites Options ne pourra pas être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotes aux vingt (20) séances de bourse précédant la date d'attribution, étant précisé en outre que, s'agissant des options d'achat, le prix d'achat de l'action, au jour où l'option sera consentie, ne pourra également être inférieur à 80 % au cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 ou L. 225-209 du Code de commerce.

3. Le prix de souscription ou d'achat des actions ordinaires ainsi fixé ne pourra pas être modifié pendant la durée des Options. Tant que les Options n'auront pas été exercées, la Société ne pourra procéder aux opérations nécessitant la protection des droits des titulaires des Options en vertu notamment des dispositions des articles L.225-181 et L. 228-99 du Code de commerce qu'à la condition d'informer les titulaires des Options et de réserver leurs droits dans les conditions définies par le Conseil d'administration qui utilisera la présente délégation. La préservation des droits des titulaires des Options sera effectuée au choix de la Société par l'application des mesures prévues au 1° et 2° de l'article L.228-99 du Code de commerce ou par l'ajustement autorisé au 3° dudit article. Pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L.228-99 3° du Code de commerce, l'ajustement sera précisé dans le contrat d'émission dont les termes seront arrêtés par le Conseil d'administration, lequel fera application de la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce sous réserve des dispositions des articles R 225-138 et suivants du Code de commerce.
4. Les Options pourront être exercées à compter de leur date d'émission et d'attribution et jusqu'à l'expiration d'un délai qui sera fixé par le Conseil d'administration, ce délai ne pouvant excéder un délai de huit (8) ans à compter de la date d'attribution des Options.
5. Il ne pourra être consenti d'Options aux salariés détenant, au jour de la décision d'attribution, une part du capital supérieure à 10 % et ce conformément à la loi.
6. La durée de la présente autorisation est fixée à trente-huit (38) mois à compter de la présente assemblée. Prend acte que le nombre total d'actions pouvant être souscrites sur exercice des options attribuées et non encore levées ne pourra jamais être supérieur au tiers du capital social ;

Prend acte, qu'en application des dispositions de l'article L. 225-178 du Code de commerce, la présente autorisation comportera au profit des titulaires des Options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'Options ;

Prend acte que le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire annuelle des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation ;

Décide de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente autorisation dans les limites fixées ci-avant, et dans les limites fixées par les dispositions légales en vigueur et les statuts de la Société, et à l'effet notamment de :

Fixer la liste des Bénéficiaires des Options et la répartition entre eux ;

Arrêter les modalités des plans d'Options et notamment fixer les conditions dans lesquelles les Options pourront être exercées ;

Fixer le(s) calendrier(s) d'exercice, les conditions d'exercice et notamment soumettre les levées d'Options à des conditions de performance et/ou à des conditions de présence du Bénéficiaire dans la Société ou dans l'une de ses filiales ;

Prévoir une période initiale pendant laquelle les Options ne pourront pas être exercées, ainsi que des clauses d'interdiction de revente de tout ou partie des titres, sans que le délai impose pour leur conservation puisse excéder trois (3) ans à compter de la levée d'options ;

Décider des conditions et des modalités dans lesquelles le nombre d'actions pourra être ajusté pour tenir compte des opérations financières visées à l'article L. 225-181 du Code de commerce et prévoir, s'il le juge opportun, la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois (3) mois en cas d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit d'attache aux actions ; sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;

Accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités pouvant découler de la mise en œuvre de la présente autorisation, modifier les statuts et, généralement, faire le nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation.

Vingt-et-unième résolution (Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions sous condition de performance existantes ou à émettre, dites « AGAP 2026 »). – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce,

autorise le Conseil d'administration à instituer un plan de rémunération et de rétention au profit de certains membres du Top Management de la Société et/ou de sociétés de son groupe, en leur qualité de salarié ou de mandataire social, avec pour objectif d'inciter ces personnes à inscrire leur action dans le long terme mais aussi de les fidéliser et de favoriser l'alignement de leurs intérêts avec l'intérêt social de la Société et l'intérêt des actionnaires, prenant la forme d'une attribution gratuite d'actions sous condition de performance, leur permettant ainsi de devenir actionnaire de la Société ou, s'ils sont déjà actionnaires, d'augmenter leur participation au capital de la Société,

autorise, en conséquence, le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit (i) des membres du personnel salarié de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce et (ii) des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées répondant aux conditions fixées par les articles L. 225-197-1, II et L. 225-197-2 du Code de commerce, à l'attribution gratuite d'actions sous condition de performance, existantes ou à émettre, de la Société (les « AGAP 2026 »),

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, dans les conditions prévues à la présente résolution, pour arrêter l'identité des bénéficiaires des AGAP 2026, parmi lesdits salariés et mandataires sociaux, et fixer le nombre d'actions attribuées à chacun d'entre eux,

décide que le nombre total d'actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra excéder 8% du capital social de la Société, sous réserve du nombre d'actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,

décide également que le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation au profit d'un bénéficiaire donné ne pourra excéder 1,6% du capital social de la Société, sous réserve du nombre d'actions à émettre en vue de réserver les droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société,

décide que les actions qui seraient attribuées en application de la présente autorisation seront, au choix du Conseil d'administration, soit des actions nouvelles, de quatorze centimes d'euro (0,14 €) de valeur nominale chacune, provenant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit des actions existantes de la Société provenant de rachats effectués par elle dans les conditions prévues par la loi,

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour déterminer les conditions et/ou les critères d'attribution et d'acquisition définitive des actions, selon les modalités prévues dans la présente résolution,

décide ainsi que l'acquisition effective des AGAP 2026 devra être subordonnée à la satisfaction d'une condition de présence du bénéficiaire, en sa qualité de salarié ou de mandataire social, dont les modalités la durée seront déterminées par le Conseil d'administration,

décide ainsi que l'acquisition effective des AGAP 2026 devra être également subordonnée, selon des modalités à déterminer par le Conseil d'administration, à la satisfaction de conditions de performance relatives, d'une part, au montant de l'EBITDA constaté dans les comptes consolidés de la Société et, d'autre part, au cours de bourse de l'action de la Société, et qu'ainsi, plus précisément, l'acquisition :

- (A) d'une première catégorie des AGAP 2026, représentant la moitié desdites AGAP 2026, soit au plus 4% du capital social de la Société, sera subordonnée :
- a. à hauteur de 75% de ces AGAP 2026, représentant au plus 3% du capital social de la Société, à la réalisation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2026, d'un montant d'EBITDA, constaté dans les comptes consolidés de la Société, compris entre douze millions d'euros (12.000.000 €) et quinze millions d'euros (15.000.000 €), étant précisé que (i) aucune AGAP 2026 ne sera acquise à défaut d'atteinte du seuil d'EBITDA fixé à douze millions d'euros (12.000.000 €), (ii) l'intégralité des AGAP 2026 concernées sera acquise en cas d'atteinte ou de dépassement de l'objectif d'EBITDA fixé à quinze millions d'euros (15.000.000 €) et (iii) entre ces deux niveaux, le nombre d'AGAP 2026 concernées acquises sera déterminé de manière linéaire et proportionnelle, par interpolation en fonction de l'écart constaté entre le seuil et l'objectif susvisés,
 - b. à hauteur de 25% de ces AGAP 2026, représentant au plus 1% du capital social de la Société, à la constatation pendant la période de soixante (60) jours de bourse commençant au premier jour de bourse suivant le jour de la publication par la Société, au cours de l'année 2027, des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2026, d'un cours de bourse moyen de l'action de la Société compris entre dix euros (10 €) et seize euros (16 €), étant précisé que (i) aucune AGAP 2026 ne sera acquise à défaut de constatation durant ladite période d'un cours de bourse moyen au moins égal à dix euros (10 €), (ii) l'intégralité des AGAP 2026 concernées sera acquise en cas de constatation durant ladite période d'un cours de bourse moyen égal ou supérieur à seize euros (16 €) et (iii) entre ces deux niveaux, le nombre d'AGAP 2026 concernées acquises sera déterminé de manière linéaire et proportionnelle, par interpolation en fonction de l'écart constaté entre le seuil et l'objectif susvisés,

- (B) d'une seconde catégorie des AGAP 2026, représentant également la moitié desdites AGAP 2026, soit au plus 4% du capital social de la Société, sera subordonnée :
- à hauteur de 75% de ces AGAP 2026, représentant au plus 3% du capital social de la Société, à la réalisation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2027, d'un montant d'EBITDA, constaté dans les comptes consolidés de la Société, compris entre dix-huit millions d'euros (18.000.000 €) et vingt-deux millions d'euros (22.000.000 €), étant précisé que (i) aucune AGAP 2026 ne sera acquise à défaut d'atteinte du seuil d'EBITDA fixé à dix-huit millions d'euros (18.000.000 €), (ii) l'intégralité des AGAP 2026 concernées sera acquise en cas d'atteinte ou de dépassement de l'objectif d'EBITDA fixé à vingt-deux millions d'euros (22.000.000 €) et (iii) entre ces deux niveaux, le nombre d'AGAP 2026 concernées acquises sera déterminé de manière linéaire et proportionnelle, par interpolation en fonction de l'écart constaté entre le seuil et l'objectif susvisés,
 - à hauteur de 25% de ces AGAP 2026, représentant au plus 1% du capital social de la Société, à la constatation pendant la période de soixante (60) jours de bourse commençant au premier jour de bourse suivant le jour de la publication par la Société, au cours de l'année 2028, des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2027, d'un cours de bourse moyen de l'action de la Société compris entre seize euros (16 €) et vingt-trois euros (23 €), étant précisé que (i) aucune AGAP 2026 ne sera acquise à défaut de constatation durant ladite période d'un cours de bourse moyen au moins égal à seize euros (16 €), (ii) l'intégralité des AGAP 2026 concernées sera acquise en cas de constatation durant ladite période d'un cours de bourse moyen égal ou supérieur à vingt-trois euros (23 €) et (iii) entre ces deux niveaux, le nombre d'AGAP 2026 concernées acquises sera déterminé de manière linéaire et proportionnelle, par interpolation en fonction de l'écart constaté entre le seuil et l'objectif susvisés,

étant également précisé que dans l'hypothèse où des AGAP 2026 de ladite première catégorie ne ferait l'objet d'aucune acquisition effective faute de respect desdites conditions de performance ou d'une acquisition effective partielle mais non totale, lesdites AGAP 2026 pourront être acquises par les bénéficiaires concernées, selon un mécanisme de rattrapage à déterminer par le Conseil d'administration, si les conditions de performance relatives au montant de l'EBITDA constaté dans les comptes consolidés de la Société ou au cours de bourse de l'action de la Société, sont satisfaites, selon le cas, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2027 ou pendant la période de soixante (60) jours de bourse commençant au premier jour de bourse suivant le jour de la publication par la Société, au cours de l'année 2028, des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2027,

étant toutefois précisé que lesdites conditions de performance relatives au montant de l'EBITDA et au cours de bourse de l'action de la Société ne seraient pas applicables pour l'acquisition effective de la totalité des AGAP 2026 en cas de réalisation, au plus tard le 31 juillet 2028, d'une offre publique visant la totalité des actions de la Société à un prix par action égal ou supérieur à vingt-trois euros (23 €), selon des modalités à déterminer par le Conseil d'administration,

décide qu'à compter de leur acquisition effective et, le cas échéant, de l'expiration de la période de conservation qui leur est applicable, les actions concernées ne pourront être cédées par un bénéficiaire, que dans la limite d'un nombre total de vingt-cinq mille (25.000) actions de la Société par année civile, et ce seulement durant une période d'au moins quatre (4) années à compter de leur date d'acquisition effective et, le cas échéant, de l'expiration de la période de conservation qui leur est applicable, étant précisé que, pour l'appréciation de ce plafond annuel, il ne sera tenu compte que desdites actions résultant des AGAP 2026 cédées par le bénéficiaire concerné et non des autres actions de la Société qu'il pourrait détenir par ailleurs,

décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive, sous réserve de remplir les conditions et/ou critères d'attribution fixés par le Conseil d'administration, au terme d'une durée minimale d'un an (la « période d'acquisition »)

décide que la durée minimale de l'obligation de conservation (la « période de conservation ») des actions par leurs bénéficiaires est fixée à un an à compter de l'attribution définitive des actions, étant toutefois précisé que le Conseil d'administration pourra supprimer ou réduire cette période de conservation dans les conditions prévues par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, à la condition expresse que la durée cumulée de la période d'acquisition et de la période de conservation soit au moins égale à deux ans,

décide, toutefois, que l'attribution des actions deviendra définitive avant le terme de la période d'acquisition, en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, dans les conditions légales,

prend acte que pendant la période de conservation, les actions attribuées seront personnelles, insaisissables et inaliénables (sauf en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale), dans les conditions légales,

prend acte que les bénéficiaires auront la qualité d'actionnaire et jouiront de tous les droits attachés aux actions attribuées à compter de l'expiration de la période d'acquisition,

décide que les durées de la période d'acquisition et de la période de conservation seront fixées par le Conseil d'administration dans les limites susvisées,

prend acte que, en cas d'attribution d'actions nouvelles, la présente autorisation emporte renonciation des actionnaires, au profit des bénéficiaires des actions nouvelles qui seront émises, au fur et à mesure de l'acquisition définitive desdites actions, à leur droit préférentiel de souscription et à la partie des réserves sur laquelle il sera, le cas échéant, procédé à une imputation en cas d'émission d'actions nouvelles,

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, dans les conditions prévues à la présente résolution, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires applicables, à l'effet notamment de :

- fixer la ou les dates d'attribution des actions gratuites ;
- déterminer le nombre exact d'actions à émettre ;
- arrêter l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions gratuites, fixer le nombre d'actions attribuées à chacun d'entre eux ;
- fixer les conditions et/ou les critères d'attribution et d'acquisition définitive des actions, en ce compris toute condition de présence, toute condition de performance et toute modalité de constatation de leur réalisation, conformément aux dispositions prévues dans la présente résolution ;
- prévoir, en particulier, pour les mandataires sociaux des clauses d'interdiction de revente de tout ou partie des titres durant une période à déterminer ;
- déterminer les dates d'attribution, la durée des périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation, dans les limites légales ;
- procéder, le cas échéant pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en vue de préserver les droits des bénéficiaires à l'occasion d'éventuelles opérations sur le capital de la Société ;
- fixer le montant des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital en cas d'émission d'actions nouvelles ;
- établir, arrêter et, le cas échéant, modifier le ou les règlements de plan d'attribution gratuite d'actions ;
- décider et constater la ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier corrélativement les statuts et accomplir plus généralement toutes formalités nécessaires ;
- décider la date de jouissance, même rétroactive, des actions nouvellement émises ;
- prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect, le cas échéant, des obligations de conservation et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile dans le cadre de la mise en œuvre de la présente autorisation ;
- accomplir tous actes et formalités nécessaires à l'effet, en cas d'attribution gratuite d'actions nouvelles émises, de constater la réalisation des augmentations de capital en découlant et procéder aux modifications statutaires consécutives et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire,

fixe à trente-huit (38) mois à compter de la présente assemblée la durée de la présente autorisation,

prend acte que le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation,

décide que la présente autorisation prive d'effet, à compter de ce jour, pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Vingt-deuxième résolution (Modification de l'article 21 des statuts — Commissaires aux comptes (suppression de l'obligation systématique de nommer un commissaire aux comptes suppléant). – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide de modifier l'article 21 « Commissaires aux comptes » des statuts de la Société afin de supprimer l'obligation systématique de nommer un commissaire aux comptes suppléant, conformément aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de commerce tel qu'issu de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dite « loi Sapin II » ;

Décide que l'article 21 des statuts sera désormais rédigé comme suit (le reste de l'article demeurant inchangé) :

« ARTICLE 21. Commissaires aux comptes : La Société fait désigner un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et, le cas échéant, un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans les conditions de nomination, de durée et de mission fixées par la loi et notamment l'article L. 823-1 du Code de commerce. »

Ancienne rédaction de l'article 21 des statuts :

« ARTICLE 21. Commissaires aux comptes : L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants. »

Vingt-troisième résolution (Modification de l'article 22 des statuts — Participation aux assemblées générales (date d'enregistrement comptable)). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide de modifier l'article 22 des statuts de la Société relatif à la participation aux assemblées générales, afin de mettre ses dispositions en conformité avec le Décret n° 2026-94 du 13 février 2026 (publié au Journal officiel du 15 février 2026, entré en vigueur le 16 février 2026), lequel modifie les articles R. 225-71 et R. 225-86 du Code de commerce en substituant le mot « cinquième » au mot « deuxième » pour désigner le jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure (heure de Paris) à compter duquel doit être constatée la qualité d'actionnaire permettant de participer aux assemblées générales ;

Décide en conséquence que toute référence au « deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris » figurant à l'article 22 des statuts est remplacée par la référence au « cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris » ;

Ancienne rédaction de l'article 22 des statuts (extrait) :

« [...] Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et d'y voter, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors qu'il est inscrit dans les registres de titres nominatifs tenus par la Société ou dans les registres de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. [...] »

Nouvelle rédaction de l'article 22 des statuts (extrait) :

« [...] Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et d'y voter, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors qu'il est inscrit dans les registres de titres nominatifs tenus par la Société ou dans les registres de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. [...] »

Toutes les autres dispositions de l'article 22 des statuts demeurent inchangées.

Résolutions relevant également de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Vingt-quatrième résolution (Pouvoirs pour les formalités). – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour une assemblée générale ordinaire, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

Modalités de participation

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette assemblée en votant par correspondance, en donnant pouvoir au Président ou en s'y faisant représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.

Conformément à l'article R.22-10-28 du code de commerce, seront admis à participer à l'Assemblée Générale les actionnaires qui auront justifié de leur qualité par l'inscription en compte des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le 15 mai 2026, à zéro heure (heure de Paris).

1 – Pour voter par correspondance, donner pouvoir au Président ou être représenté(e) à l'Assemblée Générale :

- **Si vos actions sont au nominatif**, renvoyez le formulaire de vote dûment rempli et signé à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation reçue. Pour être pris en compte, le formulaire doit être reçu par la Société Générale au plus tard le 19 mai 2026 à 23 : 59 (heure de Paris).
- **Si vos actions sont au porteur**, demandez le formulaire de vote auprès de l'intermédiaire financier qui gère vos titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. Une fois complété, ce formulaire de vote sera à retourner à l'établissement teneur de compte qui l'accompagnera d'une attestation de participation et l'adressera à la Société Générale Securities Services - Service Assemblée Générale - 32 rue du Champ de Tir - CS 30812 - 44312 NANTES Cedex 3.

Afin que votre formulaire de vote dûment rempli et signé et, le cas échéant, votre désignation ou révocation de mandataire soit valablement pris en compte, il devra être envoyé à votre intermédiaire financier suffisamment en amont pour être reçu par la Société Générale au plus tard trois jours avant la réunion de l'Assemblée Générale, soit le 19 mai 2026 à 23:59 (heure de Paris).

En aucun cas les formulaires de vote papier ne doivent être retournés directement à ATEME SA.

La notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique en envoyant un courrier électronique à l'adresse suivante : assemblees@ateme.com. Ce courrier électronique devra impérativement contenir les informations suivantes : le nom de la société concernée, la date de l'assemblée, vos nom, prénom, adresse, références bancaires ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire que vous souhaitez désigner. Vous devrez impérativement demander à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de votre compte titres d'envoyer une confirmation écrite de votre demande à la Société Générale Securities Services- Service Assemblée Générale - 32 rue du Champ de Tir - CS 30812 - 44312 NANTES Cedex 3.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à cette adresse électronique, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra ni être prise en compte ni traitée.

Afin que les désignations ou révocations de mandat exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard le 19 mai 2026 à 23 :59 (heure de Paris).

2 - Demande d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R. 225-71 du Code de commerce devaient être adressées au siège social de la Société (ATEME SA – Direction Juridique Groupe – « AG 22 mai 2026 » – 6 rue Dewoitine, Immeuble Green Plaza, 78140, Vélizy-Villacoublay) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et parvenir à la Société au plus tard le 25ème jour qui précède la date de l'Assemblée Générale soit le 27 avril 2026 minuit, heure de Paris.

La demande d'inscription de points à l'ordre du jour devait être motivée.

Les demandes devaient être accompagnées d'une attestation de participation, soit dans les comptes de titres nominatifs, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire financier. L'examen de points ou de projets de résolutions était subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres dans les mêmes comptes au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le 15 mai 2026 à zéro heure (heure de Paris).

3 - Dépôt de questions écrites

Tout actionnaire a la faculté d'adresser des questions écrites à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale. Ces questions doivent être envoyées au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'attention du Président du Conseil d'administration de la Société (ATEME SA – « AG 22 mai 2026 » – 6 rue Dewoitine, immeuble Green Plaza, 78140, Vélizy-Villacoublay). Cet envoi doit être effectué au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit au plus tard le 18 mai 2026 à minuit. Pour être prises en compte, ces questions doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. La réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la Société, dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

4 - Droit de communication des actionnaires

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette Assemblée Générale seront disponibles, au siège social de la Société, dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Les documents et informations prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce pourront être consultés sur le site de la Société (www.ateme.com) à compter du 21ème jour précédant l'Assemblée Générale, soit à compter du 1^{er} mai 2026.

Un lien d'inscription pour suivre la retransmission en direct de l'assemblée générale du 22 mai 2026 à 10h00 sera disponible sur le site internet www.ateme.com, rubrique Informations financières, section Documents Assemblées Générales, le jour de l'assemblée générale.

Les actionnaires souhaitant se connecter à distance pour suivre l'assemblée générale devront en faire la demande par email à l'adresse suivante legal@ateme.com en fournissant :

1. Une attestation d'inscription en compte au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée générale (soit le 15 mai 2026) ;
2. Une copie de leur pièce d'identité ;
3. Le numéro de téléphone ou l'adresse email qu'ils souhaitent utiliser pour se connecter.

Le Conseil d'Administration